

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2024.

Brussel, 22 oktober 2024.

F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Bruxelles, le 22 octobre 2024.

F. VANDENBROUCKE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009880]

16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 2 et 3, modifiés par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, l'article 15, modifié par le décret du 17 décembre 2015, l'article 19, modifié par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, l'article 20, modifié par le décret du 17 décembre 2015, les articles 21, 22, 23, 26, 28, 30 et 32, modifiés par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, l'article 33, modifié par le décret du 17 décembre 2015, l'article 34, modifié par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, les articles 35 et 37, modifiés par le décret du 17 décembre 2015, les articles 38 et 39, 41 et 42, modifiés par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, les articles 45/1, 45/2 et 45/3, insérés par le décret du 17 décembre 2015, l'article 46, modifié par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, l'article 52/3, inséré par le décret du 24 avril 2024, les articles 53, 54 et 55, modifiés par le décret du 17 décembre 2015, l'article 66, modifié par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, l'article 67, inséré et modifié par le décret du 17 décembre 2017, l'article 68, modifié par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, les articles 69 et 69/1, insérés et modifiés par le décret du 17 décembre 2015, les articles 72 et 73, modifiés par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, les articles 90, 91 et 92, insérés et modifiés par le décret du 17 décembre 2015, les articles 93 et 94, modifiés par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, les articles 95 et 96, insérés et modifiés par le décret du 17 décembre 2015 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 4 septembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 4 septembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 25 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.268/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o les services d'administration générale : le Service public de Wallonie, les cabinets ministériels et les services y assimilés pour leur fonctionnement ; » ;

b) le 6^o est abrogé ;

c) dans le 7^o, les mots « , de la comptabilité et de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication du SPW » sont remplacés par les mots « et de la Trésorerie, et de la Comptabilité du Service public de Wallonie Finances ; » ;

d) dans les 13^o, 15^o et 22^o, les mots « l'entité » sont chaque fois remplacés par les mots « des services d'administration générale » ;

e) le 16^o est abrogé ;

f) le 24^o est remplacé par ce qui suit :

« 24^o droits au comptant : recettes pour lesquelles il n'y a pas de constatation de droits ; » ;

g) l'article est complété par le 26° rédigé comme suit :

« 26° Le trésorier-finances : l'agent statutaire de niveau A appartenant au Service public de Wallonie Finances, désigné par le Ministre du Budget et habilité à :

- a) percevoir les recettes ;
- b) payer les dépenses imputées au budget ;
- c) exécuter les opérations financières non-liées au budget. ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et de trésoriers » sont remplacés par les mots « , de trésoriers et de trésoriers-finances » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou des trésorier-finances » sont insérés entre le mot « trésorier » et les mots « sont exercés » ;

3° dans l'alinéa 3, les mots « ou trésoriers-finances » sont insérés entre le mot « trésorier » et les mots « , elles peuvent être exercées ».

Art. 3. Dans le titre II, chapitre II, du même arrêté, dans l'intitulé de la section 1^{re}, les mots « de l'entité » sont remplacés par les mots « des services d'administration générale ».

Art. 4. Dans les articles 9, § 1^{er}, 10, 12, § 1^{er}, 29, § 2, 30, 37, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 47, 55 et 57 du même arrêté, les mots « l'entité » sont chaque fois remplacés par les mots « les services d'administration générale ».

Art. 5. Dans les articles 5, 9, § 2, 11, 12, § 3, 13, 14, 22, 29, § 4, 31, 34, 35, 37, § 1^{er}, alinéa 2, 41, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 54 et 56, les mots « de l'entité » sont remplacés par les mots « des services d'administration générale ».

Art. 6. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « qui fixe les délégations de pouvoirs au sein des services d'administration générale. ».

Art. 7. Dans les articles 8 et 31 du même arrêté, les mots « articles de base » sont chaque fois remplacés par les mots « adresses budgétaires ».

Art. 8. A l'article 11 du même arrêté, le paragraphe 2 est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° pour le Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets ministériels, au versement à la société émettrice de titre-repas des quotes-parts personnelles des agents des cabinets ministériels et cellules du gouvernement relatives à la mission d'acquisition des titres qui lui est confiée. ».

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« Art. 12/1. Au sein des services d'administration générale, dans chaque acte de désignation d'un trésorier-finances titulaire, un trésorier-finances suppléant est désigné pour remplacer le trésorier-finances titulaire, sous la responsabilité de ce dernier et durant la période de son absence ou de son empêchement.

Les trésoriers-finances agissent uniquement dans les conditions et les limites qui sont fixées dans leur acte de désignation ou en vertu des dispositions légales ou réglementaires applicables.

Sans préjudice d'obligations spécifiques leur applicables en la matière, l'identité des trésoriers-finances fait l'objet d'une publication. ».

Art. 10. Dans l'article 13, § 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « ou par son suppléant désigné à cette fin » sont insérés entre les mots « le trésorier centralisateur » et les mots « et sur ordre de l'autorité responsable » ;

b) dans le 2°, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 11. Dans le titre II, chapitre IV, section 1ère, du même arrêté, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art. 13/1. § 1^{er}. Les trésoriers-finances sont chargés du paiement des dépenses sur ordre des ordonnateurs et de l'encaissement direct des recettes ou de leur centralisation. Ils peuvent procéder au remboursement des sommes indûment perçues.

Les trésoriers-finances visés à l'alinéa 1^{er} disposent de comptes financiers ouverts auprès du caissier à leur nom et avec indication du service dont ils relèvent. L'ouverture et la fermeture des comptes s'opèrent uniquement à l'intervention de l'autorité responsable.

§ 2. Les trésoriers-finances exécutent les paiements par virement vers un compte financier ouvert au nom du bénéficiaire identifié lors de l'engagement juridique de la dépense.

§ 3. Au sein du Service public de Wallonie Finances :

1° seul le trésorier-finances ou le receveur centralisateur peut exécuter les opérations financières non liées au budget ainsi que les opérations de gestion de fonds de tiers, et sur ordre de l'autorité responsable, sans préjudice d'autres dispositions légales ;

2° le trésorier centralisateur visé à l'article 14 peut utiliser les lignes de crédit consenties par le caissier lorsque l'autorité responsable les mobilise pour couvrir des ordres de virement. ».

Art. 12. Dans le titre II, chapitre IV, du même arrêté, dans l'intitulé de la section 2, les mots « de l'entité » sont remplacés par les mots « des services d'administration générale ».

Art. 13. Dans le titre II, chapitre IV, du même arrêté, la section 3, comportant les articles 17 à 20, est abrogée.

Art. 14. L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. Les trésoriers, les trésoriers-finances et les receveurs des services d'administration générale et des services administratifs à comptabilité autonome rendent compte de leur gestion.

Ils appliquent les modèles fixés par le ministre du Budget.

Un exemplaire du compte de gestion annuel et les pièces justificatives originales qui l'appuient, telles que visées à l'article 37 sont conservés selon les modalités fixées par le ministre du Budget, pour les services d'administration générale, et par le service comptable et financier pour les services administratifs à comptabilité autonome jusqu'au 31 décembre de l'année de clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable. ».

Art. 15. Dans le titre II, chapitre IV, du même arrêté, l'intitulé de la section 5 est remplacé par ce qui suit :

« Section 5. Du gestionnaire du contentieux de la trésorerie au sein des services d'administration générale ».

Art. 16. À l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « de la trésorerie » sont insérés entre les mots « gestionnaire du contentieux » et les mots « au sein » ;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par ce qui suit :

« Le Gouvernement désigne le gestionnaire du contentieux de la trésorerie. » ;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Toutes les pièces justificatives visées à l'article 41 sont numérisées et transmises au gestionnaire du contentieux de la trésorerie. Le gestionnaire du contentieux de la trésorerie les conserve électroniquement. » ;

4° dans le paragraphe 3, les mots « de la trésorerie » sont insérés entre les mots « gestionnaire du contentieux » et les mots « la pièce justificative » ;

5° dans le paragraphe 4, les mots « de la trésorerie » sont insérés entre les mots « gestionnaire du contentieux » et les mots « détermine les bénéficiaires » ;

6° dans le paragraphe 4, alinéa 2, le mot « il » est remplacé par les mots « le gestionnaire du contentieux de la trésorerie » ;

7° dans le paragraphe 5, les mots « Les gestionnaires du contentieux sont responsables » sont remplacés par les mots « Le gestionnaire du contentieux de la trésorerie est responsable ».

Art. 17. Dans l'article 23 du même arrêté, les mots « les gestionnaires du contentieux donnent » sont remplacés par les mots « le gestionnaire du contentieux de la trésorerie donne ».

Art. 18. Dans le titre II, chapitre V, du même arrêté, l'intitulé de la section 1^{ère} est remplacé par ce qui suit :

« Section 1^{ère}. Des services d'administration générale ».

Art. 19. Dans l'article 24, 3°, du même arrêté, les mots « annuel qui est soumis, à l'intervention du Ministre du budget, au Gouvernement pour approbation au plus tard le 31 mars de l'année suivante » sont abrogés.

Art. 20. Dans l'article 25 du même arrêté, les mots « du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « qui fixe les délégations de pouvoirs au sein des services d'administration générale ».

Art. 21. Dans l'article 27 du même arrêté, les mots « un document justificatif » sont remplacés par les mots « une pièce justificative ».

Art. 22. Dans l'article 28, § 2, 6°, du même arrêté, les mots « où elles sont dues en vertu des dispositions relatives aux modalités de liquidation prévues par » sont remplacés par les mots « de l'entrée en vigueur de ».

Art. 23. A l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est abrogé ;

2° dans le paragraphe 4, la phrase « Dans ce cas, la date de l'imputation des engagements budgétaires à la charge des crédits d'engagements et de l'enregistrement des engagements juridiques corrélatifs est celle du visa d'engagement budgétaire. » est abrogée ;

3° dans le paragraphe 5, les mots « le visa d'engagement et le numéro de bon de commande sont communiqués au tiers lors de la notification par l'ordonnateur et constitue la référence obligatoire que le tiers appose sur tous les documents relatifs au marché ou au subventionnement transmis par la suite à l'ordonnateur » sont remplacés par les mots « lors de la notification d'attribution du marché ou de l'octroi de la subvention, l'ordonnateur communique la référence à reprendre obligatoirement par le tiers sur tous les documents relatifs au marché ou au subventionnement ».

Art. 24. Dans l'article 30 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 25. Dans le titre III, chapitre II, du même arrêté, l'intitulé de la section 1^{ère} est remplacé par ce qui suit :

« Section 1^{ère}. Des services d'administration générale ».

Art. 26. À l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est complété par les mots « ou son délégué » ;

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou leurs délégués » sont insérés entre les mots « ordonnateurs primaires » et les mots « lorsqu'ils sont ensemble » ;

c) dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « articles de base mouvementés » sont remplacés par les mots « adresses budgétaires mouvementées ».

Art. 27. Dans le titre IV du même arrêté, dans l'intitulé du chapitre II, les mots « l'entité » sont remplacés par les mots « des services d'administration générale ».

Art. 28. À l'article 37 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, les mots « les caractéristiques budgétaires de la dépense et » sont abrogés ;

b) dans le paragraphe 4, 1°, l'alinéa 2, inséré par le décret du 21 décembre 2022, est abrogé ;

c) dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « , moyennant accord de l'unité » sont abrogés.

Art. 29. Dans l'article 40, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « l'autorité responsable » sont remplacés par les mots « le ministre du Budget » ;

2) l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 30. Dans le titre V du même arrêté, dans l'intitulé du chapitre II, les mots « à l'entité » sont remplacés par les mots « aux services d'administration générale ».

Art. 31. Dans l'article 41, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « de la trésorerie » sont insérés entre les mots « gestionnaire du contentieux » et les mots « sont les documents ».

Art. 32. Dans l'article 42 du même arrêté, les mots « des services du budget et des finances » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances ».

Art. 33. Dans l'intitulé du titre VI du même arrêté, les mots « à l'entité » sont remplacés par les mots « aux services d'administration générale ».

Art. 34. Dans l'article 46 du même arrêté, il est inséré un 1^o/1 rédigé comme suit :

« 1^o/1 solliciter les huissiers instrumentant au sein du Service public de Wallonie Finances ; ».

Art. 35. Dans l'article 47 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « défaut » est remplacé par le mot « défont » et le mot « son » est remplacé par le mot « leur » ;
 b) à l'alinéa 2, 4^o, les mots « du SPW, des Cabinets ministériels ou des services y assimilés pour leur fonctionnement » sont remplacés par les mots « des services d'administration générale ».

Art. 36. L'article 49 du même arrêté est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les biens immeubles des services d'administration générale qui sont aliénés par voie d'échange et pour lesquels les biens reçus en échange ne sont pas de valeur équivalente donnent lieu au paiement d'une soulte. ».

Art. 37. Dans l'article 50 du même arrêté, les mots « ou à des pouvoirs organisateurs d'établissement d'enseignement ou à des organismes d'insertion socio-professionnelle » sont insérés entre les mots « finalité sociale ou humanitaire » et les mots « lorsque l'aliénation ».

Art. 38. Dans l'article 52, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) l'alinéa 1^{er} est complété par un 3^o rédigé comme suit :
 « 3^o échangés moyennant une contrepartie proportionnée, il y a lieu de sortir simultanément le ou les biens cédés du bilan et d'y intégrer le ou les biens acquis en contrepartie ; » ;
 b) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :
 « Concernant l'alinéa 1^{er}, 3^o, si l'échange donne lieu au paiement d'une soulte, elle est actée dans le compte de résultat. ».

Art. 39. Dans l'article 53 du même arrêté, les mots « des services du budget et des finances » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances ».

Art. 40. Dans l'article 55, § 2, du même arrêté, les mots « et de la Commission wallonne pour l'Énergie » sont insérés entre les mots « Service du Médiateur » et les mots « , les services administratifs à comptabilité autonome ».

Art. 41. Dans l'article 56, § 2, du même arrêté, les mots « et de la Commission wallonne pour l'Énergie » sont insérés entre les mots « Service du Médiateur » et les mots « , les services administratifs à comptabilité autonome ».

Art. 42. Dans l'article 57, § 2, du même arrêté, les mots « et de la Commission wallonne pour l'Énergie » sont insérés entre les mots « Service du Médiateur » et les mots « , les services administratifs à comptabilité autonome ».

Art. 43. Dans le même arrêté, il est inséré un article 58/1 rédigé comme suit :

« Art. 58/1. Le service visé à l'article 52/3, § 3, alinéa 3, du décret du 15 décembre 2011 est le Centre créé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière. ».

Art. 44. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Art. 45. Le Ministre qui a le budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
 Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
 E. DI RUPO

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
 A. DOLIMONT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/009880]

16. MAI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, die Artikel 2 und 3, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, des Artikels 15, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, des Artikels 19, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, des Artikels 20, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, der Artikel 21, 22, 23, 26, 28, 30 und 32, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, des Artikels 33, abgeändert durch das Dekret vom

17. Dezember 2015, des Artikels 34, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, der Artikel 35 und 37, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, der Artikel 38 und 39, 41 und 42, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, der Artikel 45/1, 45/2 und 45/3, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, des Artikels 46, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, des Artikels 52/3, eingefügt durch das Dekret vom 24. April 2024, der Artikel 53, 54 und 55, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, des Artikels 66, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, des Artikels 67, eingefügt und abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2017, des Artikels 68, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, der Artikel 69 und 69/1, eingefügt und abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, der Artikel 72 und 73, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, der Artikel 90, 91 und 92, eingefügt und abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, der Artikel 93 und 94, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und vom 24. April 2024, der Artikel 95 und 96, eingefügt und abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung in den wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

Aufgrund der am 4. September 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Oktober 2023 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund des Berichts vom 4. September 2023, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 25. April 2024 unter der Nummer 76.268/2 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 26. April 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat kein Gutachten innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

“5° “allgemeine Verwaltungsdienststellen”: der Öffentliche Dienst der Wallonie, die ministeriellen Kabinette und die ihnen in ihrer Arbeitsweise gleichgestellten Dienststellen;”;

b) Ziffer 6 wird aufgehoben;

c) in Ziffer 7 wird die Wortfolge “Buchführung und Kassenwesen der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des ÖDW” durch die Wortfolge “Kassenwesen und Buchführung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen” ersetzt;

d) in den Ziffern 13, 15 und 22 wird die Wortfolge “der Körperschaft” jeweils durch die Wortfolge “der allgemeinen Verwaltungsdienststellen” ersetzt;

e) Ziffer 16 wird aufgehoben;

f) Ziffer 24 wird durch Folgendes ersetzt:

“24° “Baransprüche”: die Einnahmen, für die es keine Feststellung der Ansprüche gibt;”;

g) der Artikel wird durch Ziffer 26 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“26° “Kassenführer-Finzen”: der statutarische Beamte der Stufe A, der dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen angehört, vom Haushaltsminister benannt wird und befugt ist:

a) die Einnahmen einzunehmen;

b) die auf den Haushaltsplan angerechneten Ausgaben zu zahlen;

c) die Finanzgeschäfte, die nicht mit dem Haushalt verbunden sind, abzuwickeln. ”.

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “und Kassenführer” durch die Wortfolge “Kassenführer und Kassenführer-Finzen” ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge “oder Kassenführer-Finzen” zwischen das Wort “Kassenführer” und das Wort “werden” eingefügt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge “oder Kassenführer-Finzen” zwischen das Wort “Kassenführer” und die Wortfolge “zu trennen” eingefügt.

Art. 3 - In Titel II, Kapitel II desselben Erlasses wird in der Überschrift von Abschnitt 1 die Wortfolge “der Körperschaft” durch die Wortfolge “der allgemeinen Verwaltungsdienststellen” ersetzt.

Art. 4 - In den Artikeln 9 § 1, 10, 12 § 1, 29 § 2, 30, 37 § 1 Absatz 1, 47, 55 und 57 desselben Erlasses wird das Wort “Körperschaft” jeweils durch die Wortfolge “allgemeinen Verwaltungsdienststellen” ersetzt.

Art. 5 - In den Artikeln 5, 9 § 2, 11, 12 § 3, 13, 14, 22, 29 § 4, 31, 34, 35, 37 § 1 Absatz 2, 41, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 54 und 56 wird das Wort “Körperschaft” durch die Wortfolge “allgemeinen Verwaltungsdienststellen” ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 5 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge “vom 8. Oktober 2009 über die Vollmächterteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “, der die Übertragungen von Befugnissen innerhalb der allgemeinen Verwaltungsdienststellen festlegt” ersetzt. ”.

Art. 7 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird das Wort "Basisartikeln" jeweils durch das Wort "Haushaltsplanadressen" ersetzt und in Artikel 31 desselben Erlasses wird das Wort "Basisartikel" bzw. "Basisartikeln" jeweils durch das Wort "Haushaltsplanadressen" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 11 desselben Erlasses wird Paragraf 2 durch eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° für das Sekretariat für die Unterstützung der Verwaltung und der internen Kontrolle der Ministeriellen Kabinette, die Zahlung der Eigenanteile der Bediensteten der Ministeriellen Kabinette und Regierungszellen an die Gesellschaft, die die Essensgutscheine ausgibt, im Zusammenhang mit der ihr übertragenen Aufgabe des Erwerbs der Essensgutscheine."

Art. 9 - In denselben Erlass wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/1 - Innerhalb der allgemeinen Verwaltungsdienststellen wird in jeder Urkunde zur Benennung eines ordentlichen Kassenführers-Finzen mindestens ein stellvertretender Kassenführer benannt, um den ordentlichen Kassenführer-Finzen unter dessen Verantwortung und während seiner Abwesenheit oder Verhinderung zu ersetzen.

Die Kassenführer-Finzen handeln nur unter Einhaltung der in ihrer Benennungsurkunde festgelegten Bedingungen und Einschränkungen oder kraft der anwendbaren gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen.

Die Identität der Kassenführer-Finzen ist Gegenstand einer Veröffentlichung, unbeschadet von spezifischen Verpflichtungen, die in diesem Bereich auf sie anwendbar sind."

Art. 10 - In Artikel 13 § 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird zwischen die Wortfolge "vom zentralisierenden Kassenführer" und die Wortfolge "und auf Befehl der verantwortlichen Behörde" die Wortfolge "oder von seinem zu diesem Zweck benannten Stellvertreter" eingefügt;

b) in Ziffer 2 wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 11 - In Titel II Kapitel IV Abschnitt 1 desselben Erlasses wird ein Artikel 13/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13/1 - § 1. Die Kassenführer-Finzen sind mit der Zahlung der Ausgaben auf Befehl der Anweisungsbefugten und mit der direkten Vereinnahmung der Einnahmen oder ihrer Zentralisierung beauftragt. Sie sind berechtigt, die Rückzahlung unberechtigter bezogener Beträge vorzunehmen.

Die in Absatz 1 genannten Kassenführer-Finzen verfügen über Finanzkonten, die in ihrem Namen und unter Angabe der Dienststelle, der sie angehören, beim Kassenverwalter eröffnet werden. Die Eröffnung und Schließung der Konten erfolgt ausschließlich auf Veranlassung der verantwortlichen Behörde.

§ 2. Die Kassenführer-Finzen führen die Zahlungen durch Überweisung auf ein im Namen des bei der rechtlichen Verpflichtung der Ausgabe identifizierten Anspruchsberechtigten eröffnetes Konto aus.

§ 3. Innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen:

1° dürfen nur der Kassenführer-Finzen oder der zentralisierende Einnehmer unbeschadet anderer gesetzlicher Bestimmungen nicht haushaltsbezogene Finanztransaktionen sowie Transaktionen zur Verwaltung von Drittmitteln und auf Anweisung der zuständigen Behörde ausführen;

2° kann der in Artikel 14 genannte zentralisierende Kassenführer die vom Kassenverwalter bewilligten Kreditlinien benutzen, wenn sie durch die verantwortliche Behörde beansprucht werden, um Überweisungsaufträge zu decken."

Art. 12 - In Titel II Kapitel IV desselben Erlasses wird in der Überschrift von Abschnitt 2 die Wortfolge "der Körperschaft" durch die Wortfolge "der allgemeinen Verwaltungsdienststellen" ersetzt.

Art. 13 - In Titel II Kapitel IV desselben Erlasses wird der Abschnitt 3, der die Artikel 17 bis 20 enthält, aufgehoben.

Art. 14 - Art. 21 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 21 - Die Kassenführer, Kassenführer-Finzen und Einnehmer der allgemeinen Verwaltungsdienststellen und der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung erstatten über ihre Geschäftsführung Bericht.

Sie benutzen dabei die vom Haushaltsminister festgelegten Muster.

Ein Exemplar der jährlichen Geschäftsführungsrechnung und die ihr zugrunde liegenden Originalbelege nach Artikel 37 werden nach den vom Haushaltsminister festgelegten Modalitäten, was die allgemeinen Verwaltungsdienststellen betrifft, und von der Buchführungs- und Finanzdienststelle, was die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung betrifft, bis zum 31. Dezember des Jahres des endgültigen Abschlusses des Haushalts- und Rechnungsjahres aufbewahrt."

Art. 15 - In Titel II Kapitel IV desselben Erlasses wird die Überschrift von Abschnitt 5 durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 5 - Der Verwalter der Streitsachen des Kassenwesens innerhalb der allgemeinen Verwaltungsdienststellen".

Art. 16 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "des Kassenwesens" zwischen die Wortfolge "der Verwalter der Streitsachen" und die Wortfolge "innerhalb der Körperschaft" eingefügt;

2° Paragraf 1 wird durch Folgendes ergänzt:

"Die Regierung benennt den Verwalter der Streitsachen des Kassenwesens.";

3° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Alle in Artikel 41 genannten Belege werden digitalisiert und dem Verwalter der Streitsachen des Kassenwesens übermittelt. Der Verwalter der Streitsachen des Kassenwesens bewahrt sie elektronisch auf.";

4° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "des Kassenwesens" zwischen die Wortfolge "Verwalter der Streitsachen" und die Wortfolge "den Beleg für die Feststellung des Anrechts" eingefügt;

5° in Paragraf 4 wird die Wortfolge "des Kassenwesens" zwischen die Wortfolge "Verwalter der Streitsachen" und die Wortfolge "die Empfänger, Gläubiger, Mandatträger oder Anspruchsberechtigten" eingefügt;

6° in Paragraf 4 Absatz 2 wird die Wortfolge "sucht er nach den Daten" durch die Wortfolge "sucht der Verwalter der Streitsachen des Kassenwesens nach den Daten" ersetzt;

7° in Paragraf 5 wird die Wortfolge "Der Verwalter der Streitsachen ist" durch die Wortfolge "Der Verwalter der Streitsachen des Kassenwesens ist" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 23 desselben Erlasses wird die Wortfolge "wo der Verwalter der Streitsachen" durch die Wortfolge "wo der Verwalter der Streitsachen des Kassenwesens" ersetzt.

Art. 18 - In Titel II Kapitel V desselben Erlasses wird die Überschrift von Abschnitt 1 durch Folgendes ersetzt:
"Abschnitt 1 - Allgemeine Verwaltungsdienststellen".

Art. 19 - In Artikel 24 Ziffer 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "die Aufstellung der Zwischenberichte über die Rechnungsführung und des allgemeinen Jahresabschlusses, der durch die Vermittlung des Haushaltsministers spätestens am 31. März des folgenden Jahres zwecks Genehmigung der Regierung vorgelegt wird" durch die Wortfolge "die Aufstellung der Zwischenberichte über die Rechnungsführung und des allgemeinen Abschlusses" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 25 desselben Erlasses wird die Wortfolge "vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge ", der die Vollmachtserteilungen innerhalb der allgemeinen Verwaltungsdienststellen festlegt," ersetzt.

Art. 21 - In der französischen Fassung wird in Artikel 27 desselben Erlasses die Wortfolge "un document justificatif" durch die Wortfolge "une pièce justificative" ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 28 § 2 Ziffer 6 desselben Erlasses wird die Wortfolge ", wo sie kraft der Bestimmungen in Bezug auf die im Gewährungserlass festgelegten Auszahlungsmodalitäten geschuldet werden" durch die Wortfolge "des Inkrafttretens des Gewährungserlasses" ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 29 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 3 wird aufgehoben;

2° in Paragraf 4 wird die Wortfolge "In diesem Fall ist das Datum der Verbuchung der Haushaltsverpflichtungen zu Lasten der Verpflichtungsermächtigungen und der Eintragung der entsprechenden rechtlichen Verpflichtungen das Datum des Sichtvermerks der Haushaltsverpflichtung." aufgehoben;

3° in Paragraf 5 wird die Wortfolge "werden der Sichtvermerk für Verpflichtungen und die Nummer des Bestellscheins der Drittperson zum Zeitpunkt der Notifizierung durch den Anweisungsbefugten mitgeteilt; dieser Sichtvermerk mit dieser Nummer bilden die verbindliche Referenz, die die Drittperson auf allen Dokumenten bezüglich des Auftrags oder der Subventionierung angibt, die später dem Anweisungsbefugten übermittelt werden." durch die Wortfolge "bei der Notifizierung über die Vergabe des Auftrags oder die Gewährung der Subvention teilt der Anweisungsbefugte die Referenz mit, die von dem Dritten in allen Dokumenten, die sich auf den Auftrag oder die Subvention beziehen, obligatorisch zu übernehmen ist" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 30 desselben Erlasses wird Absatz 1 aufgehoben.

Art. 25 - In Titel III Kapitel II desselben Erlasses wird die Überschrift von Abschnitt 1 durch Folgendes ersetzt:
"Abschnitt 1 - Allgemeine Verwaltungsdienststellen".

Art. 26 - In Artikel 31 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird durch die Wortfolge "oder seinen Stellvertreter" ergänzt;

b) in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge "oder ihre Stellvertreter" zwischen die Wortfolge "die Anweisungsbefugten" und die Wortfolge "wenn sie zusammen" eingefügt;

c) in Paragraf 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "der bewegten Basisartikel" durch die Wortfolge "der bewegten Haushaltsplanadressen" ersetzt.

Art. 27 - In Titel IV desselben Erlasses wird in der Überschrift von Kapitel II die Wortfolge "der Körperschaft" durch die Wortfolge "der allgemeinen Verwaltungsdienststellen" ersetzt.

Art. 28 - In Artikel 37 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Paragraf 2 wird die Wortfolge "die haushaltsrelevanten Merkmale der Ausgabe und" aufgehoben;

b) in Paragraf 4 Ziffer 1 wird Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, aufgehoben;

c) in Paragraf 4 Absatz 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge ", vorbehaltlich der Zustimmung der Einheit" aufgehoben.

Art. 29 - In Artikel 40 § 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) in Absatz 1 wird die Wortfolge "der verantwortlichen Behörde" durch die Wortfolge "dem Haushaltsminister" ersetzt;

2) Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 30 - In Titel V desselben Erlasses wird in der Überschrift von Kapitel II das Wort "Körperschaft" durch die Wortfolge "allgemeinen Verwaltungsdienststellen" ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 41 Absatz 1 desselben Erlasses wird zwischen die Wortfolge "die dem Verwalter der Streitsachen" und die Wortfolge "zur Verfügung zu stellen sind" die Wortfolge "des Kassenwesens" eingefügt.

Art. 32 - In Artikel 42 desselben Erlasses wird die Wortfolge "der Dienststellen für Haushalt und Finanzen" durch die Wortfolge "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 33 - In der Überschrift des Titels VI desselben Erlasses wird die Wortfolge "auf die Körperschaft" durch die Wortfolge "auf die allgemeinen Verwaltungsdienststellen" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 46 desselben Erlasses wird eine Ziffer 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1°/1 die beurkundenden Gerichtsvollzieher innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen anzufordern;"

Art. 35 - In Artikel 47 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird das Wort "trennt" durch das Wort "trennen" ersetzt und in der französischen Fassung wird das Wort "son" durch das Wort "leur" ersetzt;

b) in Absatz 2 Ziffer 4 wird die Wortfolge "dem ÖDW, in den ministeriellen Kabinetten und ihnen von der Funktion her gleichgestellten Dienststellen" durch die Wortfolge "den allgemeinen Verwaltungsdienststellen" ersetzt.

Art. 36 - Artikel 49 desselben Erlasses wird durch einen Paragrafen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Für unbewegliche Güter der allgemeinen Verwaltungsdienststellen, die durch Tausch veräußert werden und bei denen die im Tausch erhaltenen Güter nicht von gleichem Wert sind, ist eine Zuzahlung zu leisten. "

Art. 37 - In Artikel 50 desselben Erlasses wird zwischen die Wortfolge "mit sozialer oder humanitärer Zielsetzung" und die Wortfolge "unentgeltlich abzutreten" die Wortfolge "oder an Organisationsträger von Bildungseinrichtungen oder an Einrichtungen zur sozio-beruflichen Eingliederung" eingefügt.

Art. 38 - In Artikel 52 § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird durch eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° gegen eine verhältnismäßige Gegenleistung getauscht werden, gilt es, gleichzeitig das oder die veräußerten Güter aus der Bilanz auszubuchen und das oder die als Gegenleistung erworbenen Güter in die Bilanz aufzunehmen;"

b) der Paragraf wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn im Rahmen von Absatz 1 Ziffer 3 der Tausch zu einer Zuzahlung führt, wird diese in der Ergebnisrechnung registriert. "

Art. 39 - In Artikel 53 desselben Erlasses wird die Wortfolge "der Dienststellen für Haushalt und Finanzen" durch die Wortfolge "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 55 § 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "und der Wallonischen Kommission für Energie" zwischen die Wortfolge "dem Vermittlungsdienst" und die Wortfolge ", den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung" eingefügt.

Art. 41 - In Artikel 56 § 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "und der Wallonischen Kommission für Energie" zwischen die Wortfolge "dem Vermittlungsdienst" und die Wortfolge ", den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung" eingefügt.

Art. 42 - In Artikel 57 § 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "und der Wallonischen Kommission für Energie" zwischen die Wortfolge "dem Vermittlungsdienst" und die Wortfolge ", den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung" eingefügt.

Art. 43 - In denselben Erlass wird ein Artikel 58/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58/1 - Die in Artikel 52/3 § 3 Absatz 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 genannte Dienststelle ist das Zentrum, das durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 zur Gründung des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts gegründet wurde, abgekürzt: CeSEFFB (Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire), und zur Aufhebung verschiedener diesbezüglicher Bestimmungen. "

Art. 44 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2025 in Kraft.

Art. 45 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Mai 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/009880]

16 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuursseenheden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de verslaggeving van de Waalse overheidsadministraties, de artikelen 2 en 3, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, artikel 15, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, artikel 19, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, artikel 20, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, de artikelen 21, 22, 23, 26, 28, 30 en 32, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, artikel 33, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, artikel 34, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, de artikelen 35 en 37, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, de artikelen 38 en 39, 41 en 42, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, de artikelen 45/1, 45/2 en 45/3, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, artikel 46, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, artikel 52/3, ingevoegd bij het decreet van 24 april 2024, de artikelen 53, 54 en 55, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, artikel 66, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, artikel 67, ingevoegd en gewijzigd bij het decreet van 17 december 2017, artikel 68, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, de

artikelen 69 en 69/1, ingevoegd en gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, de artikelen 72 en 73, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, de artikelen 90, 91 en 92, ingevoegd en gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, de artikelen 93 en 94, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 24 april 2024, de artikelen 95 en 96, ingevoegd en gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuurseenheden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 2023;

Gelet op het rapport van 4 september 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag op 25 april 2024 is ingeschreven op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.268/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 26 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen inzake de uitvoering van de begroting, de begrotingsboekhouding, de algemene boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsdiensten, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 5° wordt vervangen door wat volgt:

"5° de diensten van algemeen bestuur: de Waalse Overheidsdienst, de ministeriële kabinetten en de daarmee voor hun werking gelijkgestelde diensten ;";

b) punt 6° wordt opgeheven ;

b) in 7°, worden de woorden "Boekhouding en Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "Thesaurie, en Boekhouding van de Waalse Overheidsdienst Financiën";

d) onder de punten 13°, 15° en 22°, worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "van de diensten van algemeen bestuur".

e) 16° wordt opgeheven;

f) punt 24° wordt vervangen als volgt:

"24° contante rechten: ontvangsten waarvoor er geen vaststelling van rechten bestaat";

g) het artikel wordt aangevuld met een punt 26°, luidend als volgt:

"26° penningmeester-financiën: de statutaire ambtenaar van niveau A die behoort tot de Waalse Overheidsdienst Financiën, aangesteld door de Minister van Begroting en gemachtigd om :

a) de ontvangsten te innen;

b) de op de begroting toegerekende uitgaven te betalen;

c) de financiële verrichtingen die niet gebonden zijn aan de begroting uit te voeren. "

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "en penningmeesters" vervangen door de woorden ", penningmeesters en penningmeesters-financiën";

2° in lid 2 worden de woorden "of penningmeester-financiën" ingevoegd tussen de woorden "penningmeester" en de woorden "moeten door onderscheiden personen";

3° in lid 3 worden de woorden "of penningmeester-financiën" ingevoegd tussen de woorden "penningmeester" en de woorden ", mogen ze door eenzelfde ambtenaar of personeelslid".

Art. 3. In Titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde besluit, in het opschrift van afdeling 1, worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 4. In de artikelen 9, § 1, 10, 12, § 1, 29, § 2, 30, 37, § 1, lid 1, 47, 55 en 57 van hetzelfde besluit worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 5. In de artikelen 5, 9, § 2, 11, 12, § 3, 13, 14, 22, 29, § 4, 31, 34, 35, 37, § 1, lid 2, 41, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 54 en 56 worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 6. In artikel 5, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "die de delegatie van bevoegdheden binnen de diensten van algemeen bestuur vastlegt" "

Art. 7. In de artikelen 8 en 31 van hetzelfde besluit wordt het woord "basisallocaties" telkens vervangen door het woorden "begrotingsadressen".

Art. 8. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

"3° voor het Secretariaat voor steun aan het beheer en de interne controle van ministeriële kabinetten, de betaling aan de onderneming die de maaltijdcheques uitgeeft, van de persoonlijke bijdragen van het personeel van de ministeriële kabinetten en de regeringsentiteiten die betrekking hebben op de taak van het verwerven van de cheques die aan haar zijn toevertrouwd. "

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 12/1. In de diensten van algemeen bestuur wordt, in elke akte van aanwijzing van een titelvoerende penningmeester-financiën, een plaatsvervangende penningmeester-financiën aangewezen om hem te vervangen onder zijn verantwoordelijkheid en tijdens zijn afwezigheid of zijn verhindering.

De penningmeesters-financiën handelen enkel in de voorwaarden en binnen de perken die vastgesteld zijn in hun akte van aanwijzing of krachtens de toepasselijke wets- of reglementaire bepalingen.

Onverminderd specifieke verplichtingen die terzake op hen van toepassing zijn, wordt de identiteit van de penningmeesters-financiën middels een bekendmaking kenbaar gemaakt."

Art. 10. In artikel 13, § 3, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° worden de woorden "of door zijn daartoe aangewezen plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "de centraliserende penningmeester" en de woorden "en op bevel van de verantwoordelijke overheid" ;

b) in 2° wordt het tweede lid opgeheven

Art. 11. In Titel II, Hoofdstuk IV, Afdeling 1, van hetzelfde besluit wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 13/1. § 1. De penningmeesters-financiën zijn belast met de betaling van de uitgaven op bevel van de ordonnateurs en met de rechtstreekse inning van de ontvangsten of van hun centralisatie. Ze kunnen overgaan tot de terugbetaling van ten onrechte geïnde bedragen.

De in het eerste lid bedoelde penningmeesters-financiën beschikken over financiële rekeningen die op hun naam en met vermelding van de dienst waaronder ze vallen, bij de kassier zijn geopend. De opening en de sluiting van de rekeningen worden alleen door toedoen van de verantwoordelijke overheid uitgevoerd.

§ 2. De betalingen worden door de penningmeesters-financiën bij overschrijving uitgevoerd naar een financiële rekening die namens de begunstigde geïdentificeerd bij de rechtsverbintenis van de uitgave geopend is.

§ 3. Bij de Waalse Overheidsdienst Financiën:

1° kan enkel de penningmeester-financiën of de centrale ontvanger de financiële verrichtingen uitvoeren die geen verband houden met de begroting en het beheer van gelden van derden, en op bevel van de verantwoordelijke overheid, onverminderd andere wettelijke bepalingen ;

2° wordt de in artikel 14 bedoelde centraliserende penningmeester ertoe gemachtigd om de door de kassier toegekende kredietlijnen te gebruiken wanneer ze door de verantwoordelijke overheid ter beschikking worden gesteld voor het dekken van stortingsopdrachten."

Art. 12. In Titel II, hoofdstuk IV, van hetzelfde besluit, in het opschrift van afdeling 2, worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 13. In Titel II, Hoofdstuk IV, van hetzelfde besluit, wordt Afdeling 3, die de artikelen 17 tot 20 omvat, opgeheven.

Art. 14. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 21. De penningmeesters, de penningmeesters-financiën en de ontvangers van de diensten van algemeen bestuur en de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding zijn verantwoordelijk voor hun beheer.

Daarvoor maken ze gebruik van de modellen die door de Minister van Begroting worden vastgesteld.

Een exemplaar van de jaarlijkse beheersrekening en de oorspronkelijke bewijsstukken, zoals bedoeld in artikel 37, worden volgens de nadere regels vastgesteld door de Minister van Begroting voor de diensten van algemeen bestuur en door de boekhoudkundige en financiële dienst voor de diensten met een zelfstandige boekhouding, bewaard tot 31 december van het jaar van de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar."

Art. 15. In titel II, hoofdstuk VI, van hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 5 vervangen als volgt:

"Afdeling 5. De geschillenbeheerder der thesaurie binnen de diensten van algemeen bestuur".

Art. 16. In artikel 22 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "der thesaurie" ingevoegd tussen de woorden "de geschillenbeheerder" en de woorden "bij de";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt:

"De Regering benoemt de geschillenbeheerder der thesaurie. ";

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Alle bewijsstukken bedoeld in artikel 41 worden ingescand en overgemaakt aan de geschillenbeheerder der thesaurie. Ze worden elektronisch opgeslagen door de geschillenbeheerder der thesaurie. ";

4° in paragraaf 3 worden de woorden "der thesaurie" ingevoegd tussen de woorden "de geschillenbeheerder" en de woorden "het bewijsstuk";

5° in paragraaf 4 worden de woorden "der thesaurie" ingevoegd tussen de woorden "de geschillenbeheerder" en de woorden "de begunstigden";

6° in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord "hij" vervangen door de woorden "geschillenbeheerder der thesaurie";

7° in paragraaf 5 worden de woorden "der thesaurie" ingevoegd tussen de woorden "De geschillenbeheerder" en de woorden "is verantwoordelijk".

Art. 17. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden "de geschillenbeheerder de betalingsopdrachten geeft" vervangen door de woorden "de geschillenbeheerder der thesaurie de betalingsopdrachten geeft".

Art. 18. In titel II, hoofdstuk V, van hetzelfde wetboek wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt:

"Afdeling 1. De diensten van algemeen bestuur".

Art. 19. In artikel 24, 3°, van hetzelfde besluit wordt het woord "jaarlijkse", evenals de woorden "die uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar door toedoen van de Minister van Begroting ter goedkeuring aan de Regering moet worden voorgelegd" opgeheven.

Art. 20. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden "van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "die de delegatie van bevoegdheden binnen de diensten van algemeen bestuur vastlegt"

Art. 21. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden, in de Franse versie, de woorden "un document justificatif" vervangen door de woorden "une pièce justificative".

Art. 22. In artikel 28, § 2, 6°, van hetzelfde decreet worden de woorden "waarop ze verschuldigd zijn krachtens de bepalingen betreffende vereffeningsmodaliteiten bepaald bij het toekenningsbesluit" vervangen door de woorden "van inwerkingtreding van".

Art. 23. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 4 wordt de zin "In dat geval is de datum van de aanrekening van de begrotingsvastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten en van de registratie van de dienovereenkomstige rechtsverbindenissen de datum van het visum van de begrotingsvastlegging." opgeheven;

3° in paragraaf 5 worden de woorden "worden het verbintenisvisum en het nummer van de bestelbon bij de kennisgeving door de ordonnateur aan de derde medegedeeld en vormen het de verplichte referentie die de derde moet vermelden op alle documenten betreffende de opdracht of de subsidiëring die daarna aan de ordonnateur wordt overgemaakt." vervangen door de woorden "wordt door de ordonnateur bij kennisgeving van de gunning van de opdracht of de toekenning van de subsidie de referentie medegedeeld die verplicht door de derde te vermelden is op alle documenten verband houdende met die gunning of die subsidiëring".

Art. 24. In artikel 30 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid wordt opgeheven.

Art. 25. In titel III, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt: "Afdeling 1. De diensten van algemeen bestuur".

Art. 26. In artikel 31 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1, lid 1, 1°, wordt aangevuld met de woorden "of diens afgevaardigde";

b) in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "of hun afgevaardigden" ingevoegd tussen de woorden "de primaire ordonnateurs" en de woorden "wanneer ze samen";

c) in paragraaf 3, lid 2, worden de woorden "aan bewegingen onderhevige basisallocaties" vervangen door de woorden "aan bewegingen onderhevige begrotingsadressen".

Art. 27. In Titel IV van hetzelfde besluit, in het opschrift van hoofdstuk II, worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 28. In artikel 37 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 2 worden de woorden "de budgettaire eigenschappen van de uitgave en" opgeheven;

b) paragraaf 4, 1°, lid 2, ingevoegd bij het decreet van 21 december 2022, wordt opgeheven.

c) in paragraaf 4, eerste lid, 2°, worden de woorden ", mits instemming van de eenheid" opgeheven.

Art. 29. Artikel 40, § 2, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1) in het eerste lid worden de woorden "door de overheid die voor het archiveren bevoegd is" vervangen door de woorden "door de Minister van Begroting met het oog op archivering";

2) lid 2 wordt opgeheven.

Art. 30. In Titel V van hetzelfde besluit, in het opschrift van hoofdstuk II, worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 31. In artikel 41, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "der thesaurie" ingevoegd tussen de woorden "de geschillenbeheerder" en de woorden "moet worden gesteld".

Art. 32. In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de woorden "van de begrotings- en financiëndienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Financiën".

Art. 33. In het opschrift van titel VI van hetzelfde besluit, worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 34. In artikel 46 van hetzelfde besluit wordt een 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"1°/1 een beroep doen op de gerechtsdeurwaarders die optreden binnen de Waalse Overheidsdienst Financiën";

Art. 35. In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 wordt het woord "moet" vervangen door het woord "moeten" en wordt het woord "haar" vervangen door het woord "hun";

b) in paragraaf 2, 4°, worden de woorden "de Waalse Overheidsdienst, de ministeriële kabinetten of de diensten die voor hun werking daarmee gelijkgesteld zijn" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 36. Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 5 luidend als volgt :

"§ 5. De onroerende goederen van de diensten van algemeen bestuur die door ruil worden overgedragen en waarvoor de in ruil ontvangen goederen geen gelijkwaardige waarde hebben, geven aanleiding tot de betaling van een opleg."

Art. 37. In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de woorden "of aan inrichtende machten van onderwijsinstellingen of aan instellingen voor socioprofessionele inschakeling" ingevoegd tussen de woorden "met sociale of humanitaire doeleinden" en de woorden "wanneer de vervreemding".

Art. 38. In artikel 52, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

“3° tegen een evenredige vergoeding worden geruimd, moeten het overgedragen actief of de overgedragen activa van de balans worden afgevoerd op hetzelfde ogenblik als het in ruil verworven actief of de in ruil verworven activa op de balans worden opgenomen;” ;

b) de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Betreffende lid 1, 3°, wordt de opleg, als de omwisseling aanleiding geeft tot de betaling van een opleg, opgenomen in de resultatenrekening.”

Art. 39. In artikel 53 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de begrotings- en financiëndienst” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

Art. 40. In artikel 55, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “en de Waalse Energiecommissie” ingevoegd tussen de woorden “de Ombudsdienst” en de woorden “, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding”.

Art. 41. In artikel 56, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “en de Waalse Energiecommissie” ingevoegd tussen de woorden “de Ombudsdienst” en de woorden “, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding”.

Art. 42. In artikel 57, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “en de Waalse Energiecommissie” ingevoegd tussen de woorden “de Ombudsdienst” en de woorden “, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding”.

Art. 43. In hetzelfde besluit wordt een artikel 58/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 58/1. De dienst bedoeld in artikel 52/3, § 3, derde lid, van het decreet van 15 december 2011 is het Centrum opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 Besluit van de Waalse Regering houdend oprichting van het “Centre stratégique d’expertise fiscale, financière et budgétaire”, afgekort: CeSEFFB, en tot opheffing van verscheidene bepalingen terzake.”

Art. 44. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025.

Art. 45. De Minister bevoegd voor de begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

A. DOLIMONT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009881]

16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et de la Commission wallonne pour l’Énergie en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d’administration publique wallonnes, l’article 23, modifié par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, l’article 37, modifié par le décret du 17 décembre 2015, les articles 38, 46 et 47, modifiés par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, l’article 48, modifié par le décret du 17 décembre 2015, l’article 52/2, inséré par le décret du 17 décembre 2015, l’article 68, modifié par les décrets du 17 décembre 2015 et du 24 avril 2024, l’article 71, remplacé par le décret du 17 décembre 2015, et l’article 101, inséré par le décret du 17 décembre 2015 ;

Vu l’accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d’audit, dénommé « Service commun d’audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie » ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et de la Commission wallonne pour l’Énergie en Région wallonne ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des finances, donné le 4 septembre 2023 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 4 septembre 2023 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d’avis au Conseil d’État dans un délai de 30 jours, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d’avis a été inscrite le 25 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d’État sous le numéro 76.260/2 ;